

Intervention de Jean Réveillon (Secrétaire général de l'UER) devant le Conseil Intergouvernemental de l'UNESCO le jeudi 23 mars 2006.

Point 10: Suivi du Sommet Mondial sur la Société de l'Information et du World Electronic Media Forum de Tunis 2005

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les Ambassadeurs,

J'interviens ici en qualité de Secrétaire général de l'Union Européenne de Radio-Télévision, qui rassemble 54 pays et 74 Membres mais j'interviens aussi au nom de la World Broadcasting Union qui rassemble les Unions de radiodiffusions, sept au total, à travers le Monde.

A l'ère numérique où le maître mot est désormais convergence, je voudrais ici souligner une double convergence entre l'UNESCO et l'UER, une convergence de forme et une convergence de fond.

- Une convergence de forme qui récemment, à l'automne 2005, nous a permis d'inscrire le Second Forum des Medias Electronique - le WEMF 2 réuni à Tunis, en événement parallèle à la seconde phase du SMSI - dans la nouvelle dimension internationale instaurée par

l'UNESCO avec l'adoption de la Convention sur la diversité culturelle, texte extrêmement important aux yeux des radiodiffuseurs que nous sommes et qui doit contribuer à guider notre action.

- Une convergence de fond dans nos approches respectives de la problématique de la "Société de l'Information", débattue par le SMSI à Tunis après l'avoir déjà été à Genève en décembre 2003.

L'UER comme l'UNESCO entendent construire la "Société de l'Information" non par la technologie des "tuyaux", les **contenants**, mais bien par les **contenus**.

C'est, déjà en 2003, ce qu'entendait affirmer la "Déclaration des radiodiffuseurs" adoptée à l'issue du premier Forum des Medias Electronique - le WEMF qui s'était tenu à Genève dans le cadre de la première phase du SMSI.

On y lisait *"La technologie de la communication n'est pas une fin en soi; c'est un véhicule qui achemine des informations et des contenus"*

- Par cette "Déclaration" de Genève, les radiodiffuseurs membres de l'Union Mondiale des radiodiffuseurs - (la World Broadcasting Union) - avaient également souligné leur engagement en faveur de trois principes essentiels pour les radiodiffuseurs, essentiels pour l'UNESCO:

- la liberté d'expression,

- l'accès universel à l'information.

- le respect de la diversité culturelle,

On lisait: " *Liberté d'expression, liberté et pluralisme des médias et diversité culturelle sont des valeurs à respecter et à promouvoir*".

Et l'on ajoutait: "*L'information doit rester accessible à tous*".

Ainsi donc l'UER et l'ensemble des radiodiffuseurs Membres de la WBU sont, comme l'UNESCO, convaincus que la "fracture numérique" n'est pas seulement technologique mais aussi, et avant tout sociale, éthique et culturelle. C'est encore à cette logique que satisfait la "Déclaration" de Genève qui rappelle, je cite: "*Les médias électroniques ont un rôle primordial dans la société de l'information*".

"*La télévision et la radio sont indispensables pour assurer la cohésion sociale et le développement dans le monde numérique*".

En novembre dernier, le WEMF 2 réuni à Tunis à l'occasion de la seconde phase du SMSI s'est inscrit dans la continuité du premier WEMF de Genève. Ce Second Forum des Medias Electronique organisé par la WBU à l'invitation de l'un de ses membres, l'ASBU (Arab States

Broadcasting Union) siégeant à Tunis et avec le soutien de l'UNESCO, de l'ONU et de la DDC Suisse, a rassemblé 300 professionnels des cinq continents.

A l'issue de leurs travaux, les participants au WEMF de Tunis ont remis au Secrétaire Général des Nations Unies dix propositions au SMSI pour briser la fatalité de la fracture numérique. Ils ont ainsi, souligné l'importance qu'il y a, notamment:

- à ce que, dans leurs spécificités, les différents média soient complémentaires dans la construction du dialogue des civilisations et des cultures, comme dans le soutien au développement durable et aux grandes causes humanitaires ;

C'est dans cette dynamique, à l'invitation de Monsieur Khan, sous-directeur général de l'UNESCO pour la communication et l'information, que l'UER participe depuis quelques semaines au groupe de travail mis en place par le CICT/UNESCO pour étudier la faisabilité d'une plateforme destinée à améliorer la diffusion de programmes audiovisuels culturels, éducatifs et scientifiques.

- à renforcer les coopérations régionales et internationales destinées à faciliter les transferts de compétences et de technologies ;

- à dégager les moyens nécessaires à la sauvegarde des archives audiovisuelles, riche patrimoine de la diversité culturelle. Nous avons mis en place à ce propos un groupe de travail avec l'UNESCO et la FIAT (Fédération Internationale des Archives Télévisuelles) qui d'ores et déjà a lancé une enquête pour faire un état des lieux précis des archives dans le monde. Les Secrétaires Généraux des Unions de radiodiffusion en feront l'un des thèmes de leur réunion annuelle en juillet prochain (l'Assemblée générale de l'UER) et au vu des résultats de l'enquête définiront le plan d'action adéquat.

Autres propositions remises au SMSI:

- encourager les opérateurs de radio et de télévision, qui demeurent des acteurs essentiels de la communication, à poursuivre leurs efforts d'adaptation de leurs structures et personnels, aux évolutions technologiques ;

- mettre à disposition des radiodiffuseurs de service public les moyens nécessaires à l'affirmation des valeurs fondamentales du pluralisme démocratique à travers une offre de programmes de qualité accessible à tous ;

Et aussi ... soutenir toutes initiatives pour faire face aux dangers croissants rencontrés par les journalistes et leurs collaborateurs dans les situations de conflit armé.

Nous sommes donc de ceux qui souhaitons une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies dont les termes

et l'accomplissement sont actuellement en cours de discussion avec l'UNDPI, la FIJ, l'INSI et bien sûr les gouvernements qui pourraient présenter et soutenir cette résolution.

A ce propos nous avons apprécié les propos tenus récemment à Genève face à la commission des droits humains, par le rapporteur de l'ONU, M. Ambey Ligabo's qui souligne la nécessité de protéger les professionnels des médias et soutient notre action auprès du Conseil de Sécurité. M. Ligado's propose un ensemble de règles qui pourraient être adoptés par l'assemblée générale de l'ONU.

Vous constatez avec nous, Mesdames, Messieurs, que les agressions contre les journalistes et leurs collaborateurs se poursuivent en toute impunité. L'année 2005 a été l'une des plus meurtrières pour les professionnels des médias et ceci devient insupportable, intolérable.

Cette impunité est telle que les crimes se multiplient non seulement dans les zones de conflit mais aussi dans des pays qui ne sont pas en guerre où l'on élimine des journalistes tout simplement parce que leur travail d'information dérange. Il faut agir, on ne peut laisser cette

situation empirer encore. D'où cette démarche vers le Conseil de Sécurité que j'en suis certain vous soutiendrez. Je tiens par ailleurs à vous préciser que nous nous attachons à préparer un WEMF 3 qui se tiendra en Asie, dans un lieu à définir, soutenu par la WBU et organisé cette fois par l'ABU (Asia Broadcasting Union). Ce WEMF 3 se tiendra en décembre 2007.

Je souhaite également profiter de cette prise de parole devant les représentants des gouvernements pour vous faire part de quelques priorités retenues par les Membres de l'UER dans l'accomplissement de leurs missions de service public:

- adapter leur offre de programmes aux attentes culturelles et sociales de la diversité des publics; car la radiodiffusion de service public se doit d'être fédératrice et de proximité
- contribuer à l'élaboration d'une société de l'information ouverte et participative en offrant à tous un accès libre à l'information et à la connaissance.

A cette fin les radiodiffuseurs revendiquent légitimement le droit de travailler sur toutes les nouvelles plateformes et d'apporter aussi leur puissante contribution à la réussite de ces

nouveaux moyens de transmission tout en sécurisant les contenus.

- optimiser l'usage des technologies de l'information et de la communication pour produire plus, mieux et aux meilleures conditions économiques;

C'est par des programmes de qualité que les technologies de la communication contribueront à l'éducation et à l'épanouissement de l'homme dans la richesse de ses diversités culturelles.

Reste en conclusion de Tunis plus particulièrement du SMSI un sujet important à nos yeux dont je souhaite vous faire part: la présence des représentants des radiodiffuseurs dans le forum sur la gouvernance de l'Internet qui est en train de s'établir et dont la 1ère réunion a été fixée à Athènes fin octobre.

Nous savons que les demandes sont nombreuses, que la concurrence est rude mais il nous semble essentiel que aux côtés des gouvernements, et des représentants de la société civile en général, nous radiodiffuseurs ayons notre place car et je reviens aux propos précédents, en tant que représentant des contenus nous puissions continuer à garantir le respect sur Internet des valeurs fondamentales, ce credo que nous partageons.

Je vous remercie de votre attention.